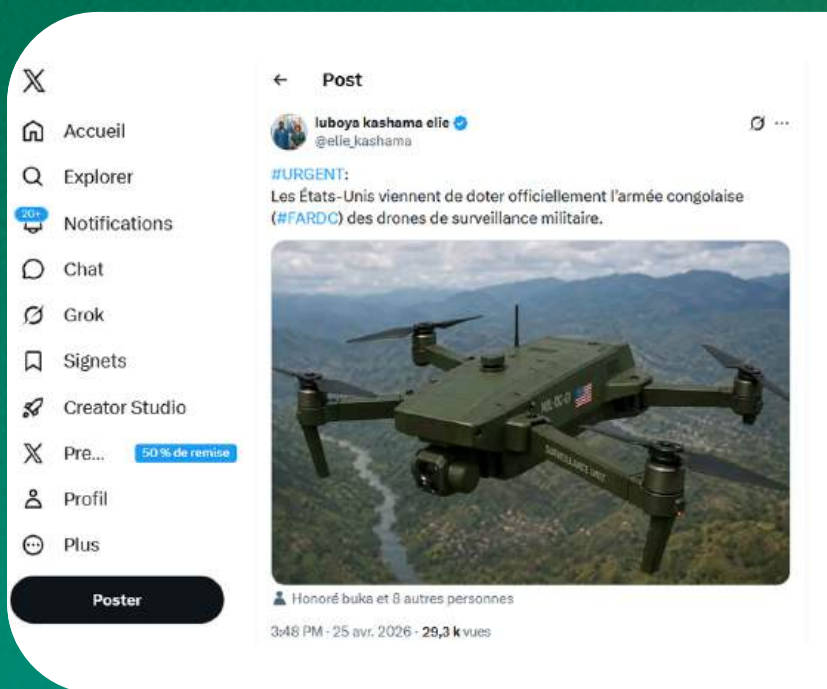


Pamoja kwa **ajili ya**
Amani
ensemble pour la paix



balobaki
FACT-CHECKING



Il n'existe pas de preuves attestant que les États-Unis ont doté les forces armées de la RDC de drones de surveillance

Sur le réseau social X, un internaute a affirmé que les États-Unis ont officiellement doté les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) de drones de surveillance. Cette publication est accompagnée d'une image montrant un drone en vol. Cependant, nos recherches n'ont permis de trouver aucune preuve étayant cette affirmation. En outre, l'accord de partenariat stratégique entre la RDC et les États-Unis ne mentionne pas la fourniture d'armes ni de drones aux FARDC.

En deux lignes : Rien ne prouve que les États-Unis ont doté les FARDC de drones de surveillance.

Les FARDC ont détruit [un drone de la coalition rebelle AFC/M23 dans les hauts plateaux de Minembwe](#), au Sud-Kivu. Le porte-parole des FARDC pour les opérations Sukola II, le lieutenant Reagan Mbuyi Kalonji, indique que cet appareil visait des civils ainsi [que des positions militaires. Selon lui, le drone a été abattu au niveau de Point Zéro](#) alors qu'il survolait la zone dans le cadre d'une mission de reconnaissance des positions des FARDC.

CITATION

« #URGENT: Les États-Unis viennent de doter officiellement l'armée congolaise (#FARDC) des drones de surveillance militaire » ([lien de la publication](#))

LES FAITS

Nous avons mis en doute cette affirmation, car une recherche effectuée à partir des mots-clés « [Etats-Unis, dote FARDC, drone surveillance](#) » n'a donné aucun résultat probant. Le 1er mai 2026, nous avons également contacté, via WhatsApp, le porte-parole in-

térimaire des FARDC, le Lieutenant-colonel Mak Hazukay, sans obtenir de réponse. Nous avons ensuite consulté le site du ministère de la Défense nationale et des anciens combattants de la RDC, où aucune information relative à une éventuelle dotation en drones n'a été publiée. Par ailleurs, les comptes X de la présidence de la RDC, des FARDC et du ministre de la communication n'ont fait aucune annonce à ce sujet. Une recherche d'image inversée n'a, elle non plus, permis d'obtenir des résultats concluants.

L'accord de partenariat stratégique entre les États-Unis et la RDC ne mentionne aucun appui en drones ni en armement destiné à l'armée congolaise. Interrogé sur ce type de publication, l'enseignant en communication Grâce Kaniki estime qu'il pourrait s'agir d'un contenu visant à « susciter l'attention des rebelles et à observer les réactions que cela pourrait provoquer ». Enfin, la photo utilisée pour illustrer cette allégation semble avoir été générée par intelligence artificielle, selon l'outil de détection de contenus synthétiques Whisperer AI detector.

En conclusion, rien ne prouve que les États-Unis ont doté les FARDC de drones de surveillance.



Il n'existe ni « République de l'Est » ni « République de l'Ouest »

La situation sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) alimente de nombreuses fausses informations sur les réseaux sociaux. Dans ce contexte, des discours sécessionnistes appelant à la balkanisation du pays gagnent également du terrain. L'un d'eux, repéré par l'équipe de Balobaki check, affirme qu'il existerait désormais deux républiques en RDC : une à l'Est et une autre à l'Ouest. Cette affirmation est fausse.

Au-delà de la désinformation, ce type de discours est susceptible d'induire le public en erreur, d'attiser les divisions et de fragiliser la cohésion nationale. Il est donc essentiel d'apporter des éclaircissements sur cette allégation.

En deux lignes : Il est vrai que certaines parties des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sont contrôlées par les rebelles de l'AFC/M23, mais elles ne constituent pas une république.

Ce type de discours n'est pas nouveau en République démocratique du Congo. Lors des périodes de conflits ou d'élections, des propos sécessionnistes et des campagnes de désinformation réapparaissent régulièrement, contribuant à alimenter les tensions. Lors des élections de décembre 2023, par exemple, des messages appelant à la [sécession du Katanga](#), avaient circulé sur fond de tensions entre certaines communautés luba et katangaises. Depuis la reprise des combats dans l'Est du pays et l'occupation de plusieurs zones du Nord-Kivu et du Sud-Kivu par les rebelles de l'AFC/M23, les discours de division se multiplient.

CITATION

« [Fin automatique](#) de la nationalité congolaise, nous avons maintenant 2 pays. République de l'Est et république de l'Ouest »

Ce que dit la Constitution de la RDC

[Dans son article premier, alinéa 1](#), la Constitution de la République démocratique du Congo (RDC) affirme clairement le caractère indivisible du pays : « La République démocratique du Congo est, dans ses frontières du 30 juin 1960, un État de droit, indépendant, souverain, uni et indivisible, social, démocratique et laïc. »

Ainsi, aucune communauté, province ou entité territoriale ne peut légalement revendiquer la scission du pays pour des raisons politiques ou identitaires.

La Constitution prévoit néanmoins le recours au référendum comme mécanisme de consultation populaire sur certaines questions politiques majeures. Toutefois, un tel processus relève de l'ensemble du peuple congolais et non d'une seule partie du territoire.

La RDC compte 26 provinces, chacune disposant d'importantes ressources et potentialités susceptibles de contribuer au développement national. Dans ce contexte, l'unité nationale et la coopération entre les différentes composantes du pays demeurent essentielles pour préserver la stabilité et favoriser le développement.

L'Est de la RDC n'est pas reconnu comme un État

Ni la communauté internationale ni les Nations unies ne reconnaissent la partie orientale de la RDC comme un État indépendant. [En droit international](#), la reconnaissance d'un État repose notamment sur plusieurs critères : un territoire défini, une population permanente et un gouvernement effectif reconnu par d'autres États.

Or, les zones occupées par les rebelles de l'AFC/M23 demeurent juridiquement des territoires de la République démocratique du Congo. Aucun gouvernement indépendant reconnu par la communauté internationale n'y a été établi.

En conclusion, l'affirmation selon laquelle il existerait une « République de l'Est » et une « République de l'Ouest » en RDC est fautive.

SEMAINE DU VENDREDI 08 MAI 2026



Joseph Kabila est arrivé au Rwanda très bien accueillis par Paul Kagame à la recherche pour la paix en RDC il a décidé de voir Paul Kagame lui même en face MWANA mboka ya solo



Pamoja kwa ajili ya
Amani
ensemble pour la paix



Cette vidéo de Joseph Kabila au Rwanda n'est pas récente, elle date de 2016

Sur TikTok, une vidéo de 14 secondes, en ligne depuis le 4 avril 2026, prétend montrer l'arrivée de l'ancien Président de la République démocratique du Congo (RDC) Joseph Kabila, au Rwanda. La légende affirme qu'il a été chaleureusement accueilli par le Président rwandais Paul Kagame dans le cadre d'une démarche en faveur de la paix en RDC, allant jusqu'à le rencontrer en personne. Mais après vérification, cette affirmation est trompeuse, la séquence est en réalité ancienne et remonte au 12 août 2016 lors d'une visite de Joseph à Rubavu, au Rwanda, à l'époque, il dirigeait encore la RDC.

En deux lignes: La vidéo montrant l'arrivée de Joseph Kabila au Rwanda est ancienne, elle date du 12 août 2016.

La situation sécuritaire dans l'Est de la République démocratique du Congo demeure extrêmement préoccupante et volatile, malgré plusieurs initiatives diplomatiques. [Le gouvernement de Kinshasa accuse l'ancien président Joseph Kabila de trahison et d'insurrection. Il est notamment soupçonné de soutenir la coalition rebelle AFC/M23,](#) accusée de déstabiliser l'Est du pays.

Au 4 mai 2026, [la vidéo](#) que nous vérifions comptait 4 498 mentions « J'aime », 176 commentaires et 347 partages.

CITATION

“ Joseph Kabila est arrivé au Rwanda très bien accueillis par Paul Kagame à la recherche pour la paix en RDC il a décidé de voir Paul Kagame lui même en face mwana mboka ya solo”.

Nous avons effectué une recherche sur Google à partir des mots-clés « arrivée de Joseph Kabila au Rwanda » afin de vérifier si des médias crédibles avaient relayés cette information. Les résultats ne renvoient vers aucun article récent.

En revanche, plus bas dans les résultats, un article du média français RFI évoque une visite de Joseph Kabila au Rwanda. Nous avons constaté que la photo utilisée à la Une correspond à celle de la séquence analysée : on y voit Joseph Kabila vêtu d'une veste en bleu de nuit, d'une chemise bleue et d'une cravate noire, comme dans la vidéo.

Ensuite, nous avons extrait plusieurs captures d'écran de la vidéo, puis lancé une recherche d'images inversée via Google Lens. Les résultats nous ont orientés vers [le compte YouTube Kigali Today](#), qui en est à l'origine. Il s'agit en réalité d'une visite de travail d'une journée effectuée par Joseph Kabila au Rwanda. L'ancien président congolais s'était rendu par la route de Goma à Rubavu, où il avait été accueilli par la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo. En conclusion, cette vidéo ne montre pas un déplacement récent de Joseph Kabila au Rwanda en vue de négociations de paix. Elle remonte en réalité au 12 août 2016, lors d'une visite officielle de travail à Rubavu.



DES
SOLUTIONS
INNOVANTES SUR
WHATSAPP
POUR LUTTER CONTRE
LES DISCOURS DE HAINE
ET LA DÉSINFORMATION
DANS L'EST
DE LA RD CONGO



Pamoja kwa ajili ya
Amani
ensemble pour la paix

Ces articles de vérification des faits sont rédigés dans le cadre du projet :
« **Balobaki Check : des solutions innovantes sur WhatsApp pour lutter contre les discours de haine et la désinformation dans l'est de la RD Congo**
avec le soutien technique d'Internews et le soutien financier de l'Union européenne.

Son contenu relève de la seule responsabilité de BALOBAKI CHECK et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position d'internews et de l'Union européenne.



balobakichack@gmail.com, redaction@balobakichack.com



BALOBAKI CHECK



+243 859167887



www.balobakichack.com



Funded by
the European Union



Internews
Europe